

INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA FIGAZ (FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE DU GAZ)
1945 – 2003

ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME 2
DÉPÔT JOSEPH CUVELIER

INVENTAIRES

6x

ISBN : 978 94 6391 xxx x

Archives générales du Royaume

D/2024/531/0xx

Numéro de commande: Publ. 64xx

Archives générales du Royaume
2 rue de Ruysbroeck
1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur notre page électronique
(<http://arch.arch.be>)

Numéro de l'instrument : I 6x

Inventaire des archives de
la Figaz (Fédération de l'Industrie du Gaz)

1945 – 2003

par

Annette HENDRICK et Jean-Louis MOREAU

Bruxelles
2024

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page.

I 6x

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Restrictions de consultation et de reproduction

Les archives de la Figaz sont accessibles à toute personne munie d'une carte de lecteur des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces.

Elles sont librement consultables au bout de trente ans à dater de la clôture du dossier, à l'exception des dossiers 208-216, qui sont fermés pour un terme de 75 ans à dater de leur date de clôture. En outre, les publications, quelle que soit leur date d'édition, sont librement consultables.

La reproduction des documents d'archives est soumise aux règles et tarifs en vigueur aux Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces.

Références aux archives

La première fois on citera le fonds avec son nom complet, ensuite on pourra utiliser une référence abrégée :

Complet : AGR2-Joseph Cuvelier, *Archives de la Figaz (Fédération de l'Industrie du Gaz)*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AGR2, *Figaz*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	9
I. IDENTIFICATION	9
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	9
A. Producteur d'archives	9
1. <i>Nom</i>	9
2. <i>Historique</i>	9
3. <i>Compétences et activités</i>	14
4. <i>Organisation</i>	14
B. Archives	14
1. <i>Historique</i>	14
2. <i>Acquisition</i>	14
III. CONTENU ET STRUCTURE	15
A. Contenu	15
B. Sélections et éliminations.....	15
C. Mode de classement	16
IV. CONSULTATION ET UTILISATION.....	16
A. Conditions d'accès	16
B. Conditions de reproduction.....	16
C. Langues et écriture des documents	16
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	16
A. Documents apparentés	16
B. Bibliographie.....	16
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	17
VII. ANNEXE : TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	17
INVENTAIRE	19
I. CONSTITUTION DE FIGAZ, STATUTS, STATUT DU SECTEUR DU GAZ.....	19
II. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	19
III. CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	20
IV. COMITÉ DE DIRECTION	21
V. RELATIONS AVEC LES MEMBRES.....	21
VI. ORGANISATION ET ADMINISTRATION.....	21
VII. SECTIONS, COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL INTERNES	22
A. Commission de contact production-transport-distribution	22

B. C.T.D.-Gaz (section de Figaz pour la coordination du transport et de la distribution)	22
1. <i>Procès-verbaux de réunions</i>	22
2. <i>Courrier, documents expédiés aux membres</i>	23
3. <i>Relations avec le Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz</i>	27
4. <i>Relations avec les pouvoirs publics</i>	27
5. <i>Relations avec d'autres organismes</i>	28
C. Section « production, grand transport »	29
D. Groupe de travail « chauffage urbain dans l'agglomération bruxelloise »	30
E. Groupes de travail « tarification », « facturation », « indexation » et « compétitivité » .	31
F. Groupes de travail liés au transport et à la distribution du gaz	34
G. Consommation, utilisation du gaz.....	36
VIII. COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES	36
A. Publications	36
B. Rapports avec les médias	37
IX. RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISMES.....	37
A. Pool Savgaz.....	37
B. Cerga (Centre d'Études et de Recherches Gazières) a.s.b.l.	38
C. E.R.A. (Écologie Recherche Aménagement) a.s.b.l.	38
D. Groupements professionnels belges ou européens.....	38
E. Marcogaz (Union des Industries Gazières des Pays du Marché commun) et Eurogas	40
F. Fondation Roi Baudouin	43
G. I.B.N. (Institut Belge de Normalisation).....	43
X. FONDS DE FINANCEMENT DU GAZ NATUREL.....	43
A. Généralités	44
B. Interventions de la S.N.C.I. (Société Nationale de Crédit à l'Industrie).....	45
C. Interventions de la C.G.E.R. (Caisse Générale d'Épargne et de Retraite).....	45
D. Interventions des banques privées.....	46
E. Intervention de Distrigaz (Société de Distribution du Gaz).....	46
F. Cautionnement par les sociétés de distribution.....	46
G. Emprunts obligataires émis par la Figaz	47

AVANT-PROPOS

À l'issue de ce travail, c'est un plaisir de remercier ceux qui ont contribué à son aboutissement : Mme Chantal Luyckx et Mr. Daniel Van Overstraeten pour l'Association pour la Valorisation des Archives d'Entreprises et Mme Bérénice Craps et MM. Paul Hansen et Ferdinand de Lichtervelde pour Synergrid.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence : BE AEBH, Figaz (545 – 928)
Nom : Archives de la Figaz (Fédération de l'Industrie du Gaz).
Dates : 1945-2003
Niveau de description : Fonds
Importance matérielle : 460 art. (21 m.l.)

Referentie : BE AEBH, Figas (545 – 928)
Naam : Archief van Figas (Verbond der Gasnijverheid).
Datering : 1945-2003
Beschrijvingsniveau : Archiefbestand
Omvang : 460 nrs. (21 m.)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Fédération de l'Industrie du Gaz, en néerlandais Verbond der Gasnijverheid
Acronyme : Figaz, en néerlandais Figas

2. HISTORIQUE

La création de la Figaz le 20 novembre 1946 coïncide avec la réorganisation des cadres de l'économie par le gouvernement belge de l'époque (le gouvernement Camille Huysmans). Celui-ci désirait être informé sur tous les aspects techniques des problèmes qu'il avait la charge de résoudre en matière économique. Il fallait donc que dans chaque branche de l'industrie, du commerce ou de la finance, les pouvoirs publics puissent dialoguer avec des organes consultatifs représentatifs. Inversement, il fallait que les chefs d'entreprises (et les travailleurs) de chaque secteur puissent exprimer leurs avis et revendications et faire adopter par l'État les mesures qu'ils jugeaient conformes à leurs intérêts.

Il existait à cette époque trois organismes distincts qui fédéraient plus ou moins le secteur du gaz : l'Association Royale des Gaziers Belges, l'Union des Sociétés Gazières de Belgique et le Conseil professionnel du Gaz.

Le plus ancien était l'Association Royale des Gaziers Belges (A.R.G.B.). C'était un organisme essentiellement technique et commercial, qui regroupait toutes les entreprises (publiques et privées) qui s'occupaient de production ou de distribution de gaz.

L'Union des Sociétés Gazières de Belgique avait été formée après la guerre 1914-1918 et défendait les intérêts des sociétés privées de gaz, notamment en matière sociale. Cependant,

elle ne regroupait pas l'ensemble des entreprises gazières. Plusieurs sociétés importantes (Intergaz, Sobragaz, I.G.A.H., A.R.G.I.M., A.V.I.G., Bruxelloise du Gaz) et les régies n'en faisaient pas partie. Or, ces « non-membres » représentaient avec les régies 67,7% des abonnés.

Le Conseil professionnel du Gaz, enfin, n'existe que depuis moins de deux ans. C'était le gouvernement Pierlot, en effet, qui avait mis en place en novembre 1944 les « Conseils professionnels ». Ces organismes étaient officiellement chargés de la représentation de leurs branches d'activité. Toutes les entreprises du secteur étaient tenues de s'y affilier. Mais ces conseils subissaient alors des critiques : l'affiliation et la cotisation obligatoires étaient ressenties comme un abus. De plus, seuls les patrons étaient considérés comme les représentants attitrés de la profession. On entendait aussi dire que certains bureaux des Conseils professionnels agissaient d'une façon dictatoriale. Leurs membres étaient accusés de servir leurs propres intérêts individuels au détriment de ceux de leurs mandants. Enfin, certains se plaignaient de ce que les Conseils professionnels étaient dominés par les petites entreprises à cause de l'application du vote par tête qui leur donnait, dans nombre de secteurs, la majorité absolue.

Le gouvernement Camille Huysmans décida de mettre en place une nouvelle structure : les « Conseils économiques », organes consultatifs paritaires sectoriels. Pour le groupe des salariés, les organisations syndicales reconnues comme les plus représentatives par le ministre du Travail présenteraient une liste de candidats à l'agrément du ministre des Affaires économiques. Quant au patronat, il devait constituer dans chaque secteur un groupement le plus représentatif possible – même si l'affiliation à ce groupement resterait libre.

Dans le secteur du gaz, le groupement patronal ne pouvait être l'A.R.G.B., dont les préoccupations n'étaient pas économiques mais techniques et commerciales. Ce ne pouvait être non plus l'Union des Sociétés Gazières de Belgique, qui ne défendait que les intérêts de l'industrie privée, à l'exclusion des régies publiques. La création d'un nouvel organisme s'imposait. Ce fut la Figaz (Fédération de l'Industrie du Gaz, en néerlandais Verbond der Gasnijverheid), formée sous le statut d'association sans but lucratif le 20 novembre 1946.

L'acte de constitution de la Figaz fut signé par cinq régies (Bruxelles, Gand, Liège, Ostende et Saint-Gilles) et par 27 entreprises privées s'occupant de production, transport et distribution de gaz, à savoir :

- la Société Anonyme des Cokeries du Marly ;
- la Compagnie du Gaz de la Région de Charleroi ;
- la Société Anonyme Éclairage, Chauffage et Force Motrice de Tournai et Extensions ;
- la Société Anonyme Gaz et Électricité de Herstal ;
- la Compagnie Régionale de Transport d'Énergie ;
- la Société Anonyme H. Desclée et Cie à Tournai ;
- la Société Anonyme Desclée et Cie, également à Tournai ;
- la Société Anonyme Desclée Frères et Cie, à Tournai ;
- la Société Anonyme du Gaz d'Eecloo et du Nord de la Flandre Orientale, à Bruges ;
- la Société Anonyme Bruxelloise du Gaz, à Saint-Josse-ten-Noode ;
- la Société Anonyme Antwerpsche Gasmaatschappij ;
- la Compagnie Nationale d'Éclairage, à Anvers ;
- la Société Anonyme John Cockerill, Distrigaz (Société de Distribution du Gaz) ;
- la Société Anonyme du Gaz de Namur ;
- Gazelec (Compagnie Générale de Gaz et d'Électricité) ;

- Éclairage (Société Anonyme Éclairage par le Gaz et l'Électricité) à Saint-Josse-ten-Noode ;
- la Société Tirlemontoise d'Électricité ;
- la Société Anonyme Gaz et Électricité de Menin ;
- la Compagnie Belge d'Exploitations Électriques ;
- Fagaz (Société Anonyme pour la Fabrication du Gaz) ;
- la Société de Gaz et d'Électricité du Hainaut ;
- la Compagnie d'Électricité de Seraing et Extensions ;
- la Compagnie d'Électricité de la Dendre ;
- la Provinciale (Société Anonyme Provinciale du Gaz et de l'Électricité s.a ; à Bruxelles ;
- Carbonisation Centrale s.a. ;
- Savgaz (Société Anonyme pour l'Achat, la Vente et la Distribution du Gaz) s.a.

D'autres sociétés s'affilièrent par la suite, comme aussi la plupart des intercommunales s'occupant de distribution de gaz.

Le siège de l'association fut établi à Bruxelles. Elle se donnait pour objectif « *la représentation des entreprises de sa branche d'activité à l'égard des pouvoirs publics* ». Plus précisément, il s'agissait de :

1. promouvoir l'entente et la coordination entre les diverses entreprises de sa branche d'activité ;
2. présenter à l'agrération des autorités publiques compétentes des délégués pour représenter la branche d'activité au sein des conseils et comités créés par les pouvoirs publics ;
3. donner aux autorités publiques compétentes des avis autorisés en faisant connaître, le cas échéant, parallèlement, les avis différents émis par la majorité et les minorités [on pense sans doute ici aux régies communales, minorisées vis-à-vis de l'industrie privée] ;
4. proposer aux autorités publiques compétentes toutes mesures utiles aux intérêts de la profession dans le cadre de l'intérêt général ;
5. procéder soit par elle-même, soit par l'intermédiaire de l'Association des Gaziers Belges, soit en collaboration avec cette Association ou d'autres groupements du même genre, à l'étude de tous les problèmes intéressant l'industrie du gaz en Belgique ;
6. exécuter les missions d'intérêt général pour la profession qui lui seraient confiés et qu'elle jugerait utile d'accepter.

D'emblée, la Figaz créa trois sections en son sein : production, transport et distribution. La première comprenait les associés qui produisaient en usine ou en cokerie du gaz destiné, au moins pour partie, à la distribution. La section transport regroupait les associés dont l'activité principale consistait à collecter le gaz chez les producteurs ou chez d'autres transporteurs et à le fournir aux distributeurs et aux consommateurs, industriels non desservis par les distributeurs. La section distribution, enfin, comprenait les associés dont l'activité principale consistait à alimenter les consommateurs de gaz à l'aide de réseaux à basse et moyenne pression. C'était, de loin, la section comptant le plus de membres. Assez vite, d'ailleurs, les sections production et transport fusionnèrent pour devenir la section « production – transport ».

Chaque section avait un bureau à sa tête, comprenant entre deux et six membres, et jouissait d'une certaine autonomie.

La Figaz était administrée par un conseil de quelques membres désignés par l'assemblée générale des associés. Celui-ci était chargé entre autres de nommer le directeur chargé de la gestion courante de l'Association. Furent nommés pour la première fois administrateurs : Maurice Lasalle, directeur général de Distrigaz ; le baron Emmanuel Rolin Jaequemyns, administrateur-directeur de la société Contibel ; Marcel Brabant, directeur de la Régie du Gaz de la Ville de Bruxelles ; Edgard Boulvin, directeur à la société Electobel ; Yves de Brouwer, directeur à Gazelec ; Paul de Halleux, administrateur délégué de la C.R.T.E. ; Gustave Magis, directeur général de la Société Anonyme du Gaz de Namur ; et Armand Pirot, administrateur-directeur de la société Electrorail. Lasalle fut choisi comme président et Rolin Jaequemyns et Brabant, comme vice-présidents.

Tout le personnel du Conseil professionnel du Gaz fut repris par la Figaz, comme aussi son directeur, Raoul Touwaide. La Figaz reprit d'ailleurs en novembre 1946 l'actif et le passif de la liquidation du Conseil professionnel.

Comme interlocuteur des pouvoirs publics, l'essentiel des préoccupations de la Figaz fut d'ordre économique. Dès sa création, on la vit négocier avec le gouvernement une révision des tarifs en usage, en fonction du client final : industriel ou particulier. La Figaz se montrait soucieuse de la viabilité économique de ses entreprises affiliées tandis que le gouvernement plaiddait pour une réduction aussi forte que possible des tarifs du gaz, de façon à doper l'économie et à réduire le coût de la vie.

Pour éclairer le débat, la Figaz mit très vite sur pied un service de documentation statistique performant qui, en fonction des données transmises par ses membres, était à même de donner des renseignements précis sur l'état du secteur : quantités de gaz produites, transportées, vendues, importées, exportées, les subventions accordées par l'État aux producteurs de gaz, typologie de la clientèle...

La Figaz s'occupa peu des questions sociales. C'est l'Union des Sociétés Gazières de Belgique qui représentait le secteur du gaz pour ces questions. C'est elle qui, par exemple, représentait les entreprises gazières privées au sein de la commission des questions sociales de la F.I.B. (Fédération des Industries de Belgique). Ce qui n'empêchait pas la Figaz d'être de son côté représentée dans différentes commissions de la F.I.B. Elle avait aussi des relations suivies avec les autres organismes propres au secteur du gaz, comme l'A.R.G.B.

En 1956, l'I.B.N. (Institut Belge de Normalisation) fut autorisé à déposer la marque Benor, déterminant la conformité aux normes des produits de son ressort. Le 12 juillet 1956, la Figaz créa une association en collaboration avec l'A.R.G.B. et Fabrimétal, en vue de solliciter la délégation du droit de délivrer la marque Benor pour tous les appareils domestiques utilisant le gaz. Cette association prit le nom de Technigaz. Deux ans plus tard, en 1958 donc, Technigaz se vit conférer officiellement ce droit par l'I.B.N.

En mai 1963, il fut créé au sein de la Figaz une section groupant les sociétés privées de transport et de distribution de gaz et destinée à représenter les entreprises gazières vis-à-vis du Comité de Contrôle de l'Électricité. Celui-ci avait été formé en 1955 par la F.I.B. et les syndicats ouvriers. Il recevait des informations du secteur électrique et lui faisait des recommandations quant à l'affectation de la recette des sociétés d'électricité, la coordination de leurs investissements et leur politique d'amortissement et à de tarification. Début 1963, lors d'une conférence regroupant les représentants du secteur électrique et du Comité de Contrôle, les syndicats ouvriers demandèrent que la compétence du Comité soit désormais étendue au secteur du gaz. Le secteur du gaz – contrôlé pour une bonne part par les mêmes groupes que le secteur électrique – se rendit à ces exigences, par crainte d'une nationalisation

pure et simple. Les sociétés de transport et de distribution de gaz seraient désormais sujettes comme les sociétés d'électricité aux investigations et recommandations du Comité de Contrôle, notamment en matière de prix et de rendement financier.

C'est dans ce contexte que fut constituée la nouvelle section au sein de la Figaz, dite « section pour la Coordination du Transport et de la Distribution », en abrégé C.T.D.-Gaz. Par convention signée le 3 juillet 1963, C.T.D.-Gaz devint membre du Comité de Contrôle de l'Électricité, renommé à cette occasion Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz. On y aborda les questions les plus sensibles de l'industrie du gaz, aux points de vue économique, technique ou juridique : pouvoir calorifique du gaz distribué, pressions de distribution à adopter lors de l'adoption du gaz naturel, affectation de la recette des sociétés gazières, élaboration de statuts pour des intercommunales de gaz, etc. Le secteur montrait par là sa volonté de transparence.

En 1967, la Figaz accepta de coordonner la gestion d'un Fonds de Financement destiné à faciliter la conversion du réseau belge au gaz naturel. Elle versait aux distributeurs de gaz un subside de 3.000 francs par compteur installé (porté à 4.000 francs en 1968). Cette somme représentait les débours relatifs à l'adaptation des appareils au gaz en usage chez les consommateurs. Les emprunts qui servaient à financer ces subsides furent contractés auprès d'institutions publiques de crédit et de banques privées. En quelques années, ils dépassèrent le chiffre cumulé de 8 milliards de francs. Ils furent remboursés par la Figaz au moyen de redevances qu'elle percevait auprès des entreprises de distribution. De cette façon, la conversion au gaz naturel de l'ensemble du réseau put être réalisée très rapidement tandis que son coût fut étalé sur 20 ans.

La Figaz avait des contacts avec les organismes suivants : A.R.G.B., Laboratoire A.R.G.B., Collectivité du Gaz, Cerga (Centre d'Études et de Recherches Gazières), Conseil Consultatif de l'Énergie (puis, après 1975, du Conseil National de l'Énergie), I.B.N. (Institut Belge de Normalisation), F.I.B. (Fédération des Industries de Belgique) puis F.E.B. (Fédération des Entreprises de Belgique), Cometec-Gaz (Comité d'Études Économiques de l'Industrie du Gaz), Marcogaz (Union des Industries Gazières des Pays du Marché Commun), U.I.I.G. (Union Internationale de l'Industrie du Gaz), Colloque International de Marketing Gazier, Comité du Gaz de la Commission Économique pour l'Europe (relevant de l'O.N.U.).

En 1980, la Figaz comptait encore quarante affiliés, soit, pour la section « production - transport », Distrigaz et quatre cokeries ; et pour la section « distribution » : 29 associations intercommunales, 2 régies communales et 4 entreprises privées concessionnaires ou gestionnaires d'associations intercommunales (Ebes, Intercom, Unerg et A.G.M., alias Antwerpsche Gasmaatschappij). La concentration progressive du secteur électricité/gaz réduisit toutefois progressivement le nombre d'acteurs importants, jusqu'à l'émergence d'Electrabel en 1988.

Dans les années qui suivirent, différents phénomènes provoquèrent des mutations rapides au sein du secteur, jusqu'à entraîner la disparition de la Figaz. Les principaux furent la libéralisation du marché de l'énergie, la mise en concurrence des distributeurs, l'accès de tiers aux réseaux de grand transport ou de distribution... La législation qui concernait le marché du gaz était de plus en plus tributaire de ce qui se décidait à l'échelon européen. En 1999, le Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz, compétent pour la fixation des tarifs maxima et la transparence de la comptabilité, fut remplacé par la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (C.R.E.G.).

À cette époque, l'intercommunale était encore l'unique interlocuteur du client. Elle jouait en effet un double rôle : elle vendait l'énergie et elle gérait le réseau de distribution. Cette situation changea avec l'ouverture du marché, qui imposa la scission des activités « gestion de réseaux » et « vente d'énergie » - ceci afin de garantir des conditions identiques de concurrence entre les différents fournisseurs d'énergie. Désormais, seules les entreprises qui géraient les réseaux étaient soumises à supervision de la C.R.E.G. C'est pour cette raison que la Figaz disparut en 2005. S'y substitua Synergrid, la « Fédération de Gestionnaires de Réseaux Électricité et Gaz en Belgique », qui reprit certaines compétences de la Figaz, comme l'établissement de statistiques annuelles concernant le secteur.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Les services rendus par la Figaz à ses membres comprenaient : l'information sur tout ce qui touchait à la profession (cette information passait notamment par le canal de la circulaire mensuelle d'information) ; la documentation (mise à jour des statistiques, publication d'un annuaire) ; et les relations extérieures : la Figaz représentait la profession auprès des pouvoirs publics et de leurs administrations et des médias (voyez les n°s 332-336). Elle participait aussi aux travaux de la F.I.B., répondait aux nombreuses demandes d'information d'industriels et particuliers concernant le passage du gaz de ville au gaz naturel...

4. ORGANISATION

On a dit un mot déjà de cette organisation. La Figaz comprenait à l'origine trois sections : production, transport et distribution, ramenées ensuite à deux ; production-transport et distribution. En 1963, on y ajouta la C.T.D.-Gaz, « section de la Figaz pour la Coordination du Transport et de la Distribution », dont la vocation était de participer au Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz. Chaque section créa en son sein des groupes de travail plus ou moins durables, qui fonctionnaient parfois en interaction avec des tierces parties (pouvoirs publics, électriciens, assureurs...).

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

Avant transfert aux A.G.R., les archives de la Figaz étaient conservées à son ancien siège, avenue Palmerston à Bruxelles. Elle y occupait un ancien hôtel de maître construit par Victor Horta pour Edmond Van Eetvelde, secrétaire de l'État indépendant du Congo. Elles étaient stockées dans le plus grand désordre dans les caves de cet immeuble, encombrées par ailleurs d'un bric-à-brac indescriptible. Elles se trouvaient mêlées aux archives d'autres groupements professionnels du secteur du gaz, comme l'A.R.G.B. (Association Royale des Gaziers Belges).

2. ACQUISITION

Repérées dès les années 1990 par l'A.V.A.E. (Association pour la Valorisation des Archives d'Entreprises), les archives de la Figaz étaient dès cette époque l'un des rares exemples d'archives de groupement professionnel conservées in situ, au siège du producteur. Début 2008, Jean-Louis Moreau, collaborateur de l'A.V.A.E., eut l'occasion de revisiter les caves de l'hôtel Van Eetvelde. Celui-ci était alors occupé par Synergrid, la fédération professionnelle technique pour les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz en Belgique. Il n'y avait plus alors qu'un lien tenu entre les occupants du bâtiment et les

archives conservées en cave. Le secrétaire général de Synergrid, Ferdinand de Lichtervelde, se montra favorable à un transfert des archives les plus intéressantes de la Figaz et de l'A.R.G.B. aux A.G.R., d'autant plus que Synergrid envisageait à l'époque de déménager (ce déménagement n'eut en fait pas lieu). Un financement fut trouvé auprès des membres de Synergrid.

Suite à différents aléas, le tri, le déménagement et l'inventoritage des archives prirent du retard. Leur transfert aux A.G.R. eut finalement lieu en novembre 2010. L'inventaire fut finalisé en octobre 2013. Des négociations s'ouvrirent alors avec Synergrid pour formaliser leur statut définitif.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives des organes de gestion et des différentes sections et groupes de travail de la Figaz sont souvent très incomplètes. Mais il reste de belles séries, comme celles se rapportant aux activités de C.T.D.-Gaz (procès-verbaux de réunions pour la période 1963-1995, n°s 51-91 ; courrier, n°s 92-127 ; documents diffusés auprès des membres, n°s 128-180). Ce n'est pas un hasard car il s'agit du cœur des activités de la Figaz à partir de 1963. C'est là que se discutaient les questions essentielles pour le secteur du gaz, aux points de vue du cadre législatif, des grandes orientations des investissements, des prix du gaz, etc.

Autre groupe de travail particulièrement important, celui qui débattait des questions de tarification et dont on possède les procès-verbaux de réunions pour la période 1964-1992 (n°s 224-249). À certaines époques, l'influence du ministre des Affaires économiques s'affirma indépendamment du rôle joué en matière tarifaire par le Comité de Contrôle ; d'où, l'intérêt des liasses n°s 284-290.

Parmi les organismes avec lesquels la Figaz était en cheville, une mention particulière doit être faite de Marcogaz, l'Union des Industries Gazières des Pays du Marché Commun. On trouvera dans les dossiers qui concernent les rapports avec cet organisme (n°s 372-412) de nombreux éléments intéressant l'uniformisation des appareils fonctionnant au gaz, la comparaison des régimes légaux en vigueur au sein de la C.E.E. (puis de l'Union européenne), la constitution progressive d'un marché intérieur, la problématique de l'environnement, les perspectives de la consommation.

Quant aux dossiers relatifs au Fonds de Financement du gaz (n°s 415-460), ils éclairent une période de transition énergétique intéressante : le passage du gaz de cokeries au gaz naturel, amorcée à la fin des années 1960.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Lors du tri, qui a eu lieu dans les caves mêmes de Synergrid et dans des conditions difficiles, on n'a retenu que les archives qui complétaient celles déjà versées aux A.G.R. par d'autres producteurs comme les sociétés Tractionel, Electrobel, Electrabel. De nombreux doubles ont également été abandonnés sur place, comme aussi des masses d'archives d'un intérêt pour le moins modéré.

C. MODE DE CLASSEMENT

Le plan de classement est assez simple. Après les dossiers concernant les statuts de l'a.s.b.l., on trouvera les documents émanant de ses organes de gestion : assemblées générales, conseil d'administration et comité de direction. On trouvera ensuite les archives qui concernent les contacts de la Figaz avec ses membres et son organisation interne, puis celles produites par ses différentes « sections » ou ses groupes de travail spécialisés. On a regroupé ensuite ce qui a trait aux relations publiques de la société (publications et dossiers concernant les relations avec les médias), puis les archives ayant trait aux relations de la Figaz avec d'autres organismes belges ou internationaux. On termine par les archives relatives au Fonds de Financement de la conversion au gaz naturel, que la Figaz a géré. Nous avons donné en tête de quelques séries des renseignements supplémentaires.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives de la Figaz sont librement consultables au bout de trente ans. En outre, les publications, quelle que soit leur date d'édition, sont librement consultables.

Les dossiers 208-216 sont fermés pour un terme de 75 ans.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

Pour la reproduction des documents d'archives, les règles et les tarifs en vigueur aux Archives de l'État sont d'application. Le lecteur est averti à l'écran lors de la commande si un document ne peut pas être reproduit.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Les documents d'archives sont écrits en français et néerlandais.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

D'autres lots d'archives ont été inventoriés par l'A.V.A.E. qui peuvent illustrer les développements de l'industrie du gaz, en Belgique et dans le monde. Citons celles des groupes Electobel, Tractionel et Sofina (deux versements), les deux fonds d'archives Electrabel, les archives de l'U.E.G.B. (Union des Exploitations Électriques et Gazières en Belgique) et, last but not least, les archives de l'A.R.G.B. (Association Royale des Gaziers Belges), retrouvées en même temps que celles de la Figaz dans les caves de l'immeuble de l'Avenue Palmerston mais classées et inventoriées séparément.

B. BIBLIOGRAPHIE

BRION, R. et MOREAU, J.-L., *Tractebel : 1895-1995. Les métamorphoses d'un groupe industriel*, Anvers, Fonds Mercator, 1995, 343 p.

BRION, R. et MOREAU, J.-L., *L'expansion internationale de Suez sur la durée (1822-2005) : d'un âge d'or à l'autre ?*, dans *État et énergie XIX^e-XX^e siècle*, Paris, 2009, p. 487-526.

BRION, R. et MOREAU, J.-L., *Jalons pour une histoire du gaz en Belgique aux XIX^e et XX^e siècles*, dans PAQUIER, S. et WILLIOT, J.-P. (dir.), *L'industrie du gaz en Europe aux XIX^e et XX^e siècles. L'innovation entre marchés privés et collectivités publiques*, Bruxelles, Berne, Berlin, Francfort, New York, Oxford, Vienne, 2005, p. 197-224.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

Le présent inventaire a été réalisé par Annette Hendrick et Jean-Louis Moreau entre 2008 et 2013, sur la base des ouvrages suivants :

PETIT R., VAN OVERSTRAETEN D., COPPENS H. et NAZET J., *Terminologie archivistique en usage aux Archives de l'État en Belgique. I. Gestion des archives*, Miscellanea Archivistica Manuale n° 16, Bruxelles, AGR, 1994 ;

COPPENS H., *De ontsluiting van archieven. Richtlijnen en aanbevelingen voor de ordening en beschrijving van archieven in het Rijksarchief* (Miscellanea Archivistica Manuale, 21), Bruxelles, 1997.

L'inventaire a été revu finalement par Daniel Van Overstraeten.

VII. ANNEXE : TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A.I.D.G.E.N.	Association Intercommunale de Distribution de Gaz et d'Électricité de Namur
A.L.G.	Association Liégeoise du Gaz
A.R.G.B.	Association Royale des Gaziers Belges
a.s.b.l.	association sans but lucratif
Borgim	Boomse Regionale Gasbedeling Intercommunale Maatschappij
C.E.E.	Communauté économique européenne
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Épargne et de Retraite
ca	circa [environ]
Cerga	Centre d'Études et de Recherches Gazières
Cie	Compagnie
C.T.D.-Gaz	section de Figaz pour la coordination du transport et de la distribution
Denderlec	Intercommunale Maatschappij voor Electriciteitsbedeling in de Denderstreek
Distrigaz	Société de Distribution du Gaz s.a.
E.D.F.	Électricité de France
Ebes	Sociétés Réunies d'Énergie du Bassin de l'Escaut s.a.
Electrobel	Cie Générale d'Entreprises Électriques et Industrielles s.a.
Gazelec	Compagnie Générale de Gaz et d'Électricité
Hainautgaz	Association Intercommunale Mixte de Gaz du Hainaut s.c.
I.B.N.	Institut Belge de Normalisation
I.G.A.O.	Intercommunale Gasbedeling van Antwerpen en Omgeving
Idel	Société Intercommunale d'Électricité de la Dendre et du Canton de Lens
Imaga	Intercommunale Maatschappij voor Gasbedeling
Imeloost	Intercommunale Maatschappij voor Electriciteitsbedeling in Oost-Vlaanderen
Imenwest	Intercommunale Maatschappij voor Energie in West-Vlaanderen n.v.
Imogas	Intercommunale Maatschappij der Omgeving Gent voor Gas Voorziening
Inelgas	Intercommunale Electriciteits- en Gas Maatschappij voor de Vlaamse Gewesten
Interbrugse	Intercommunale Maatschappij voor Electriciteitsbedeling in de Brugse Streek n.v.

Intercom	Société Intercommunale Belge d'Électricité s.a.
Interdender	Intercommunale Maatschappij voor Gasvoorziening Omgeving Aalst-Dendermonde
Intergaz	Association Intercommunale pour la Distribution du Gaz s.a.
Interkempen	Intercommunale Vereniging der Kempen voor Electriciteits- en Gasvoorziening
Interleie	Intercommunale Maatschappij voor Energie van het Leieland
Interlux	Intercommunale de Distribution d'Énergie Électrique dans la Province de Luxembourg
Intermixt	Association des Administrateurs Représentant les Communes et les Provinces dans les Intercommunales Mixtes de Gaz et/ou d'Électricité
Interoost	Regionale Intercommunale Electriciteitsmaatschappij voor Oost-Vlaanderen
Interwaas	Intercommunale Maatschappij voor Gasbedeling in het Land van Waas
Interwest	Regionale Intercommunale Electriciteitsmaatschappij voor West Belgïe
Intourgaz	Intercommunale Tournaisienne du Gaz
Marcogaz	Union des Industries Gazières des Pays du Marché Commun
n°	nummer
n.v.	naamloze vennootschap
NN.	[sigle conventionnel pour un prénom inconnu]
Pligas	Gemengde Intercommunale Maatschappij voor Gasbedeling
R.F.A.	République fédérale d'Allemagne
s.a.	société anonyme
s.c.	société coopérative
s.d.	sine dato [sans mention de date d'édition ou de rédaction]
s.l.	sine loco [sans mention de lieu d'édition]
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie
s.p.r.l.	société de personnes à responsabilité limitée
Sibalgaz	Société Intercommunale Bruxelloise d'Électricité et de Gaz
Simogel	Intercommunale pour la Distribution du Gaz et de l'Électricité dans la Région de Mouscron
Sobragaz	Société Intercommunale Brabançonne du Gaz
Sofina	Société Financière de Transports et d'Entreprises Industrielles s.a.
Soverlec	Société Intercommunale d'Électricité et de Gaz de la Région Verviétoise et Extensions
Technigaz	Association pour le Perfectionnement Technique des Appareils d'Utilisation de Gaz a.s.b.l.
U.P.E.A.	Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances belges et étrangères opérant en Belgique
W.V.E.M.	West Vlaamsche Electriciteitsmaatschappij

INVENTAIRE

I. CONSTITUTION DE FIGAZ, STATUTS, STATUT DU SECTEUR DU GAZ

- | | | |
|------|--|-----------|
| 1. | Dossier concernant les statuts de Figaz : moutures successives, brochure, correspondance et extraits de procès-verbaux concernant des projets de modifications.
1946-1981. | 1 liasse |
| 2-3. | Dossier concernant la constitution de Figaz : statuts et modifications aux statuts, documentation sur l'organisation de l'économie telle que voulue par le gouvernement immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, liquidation du Conseil professionnel du gaz, correspondance avec les membres fondateurs.
1946-1964.
2. | 2 liasses |
| | 1946-1947. | |
| | 3. 1947-1964. | |
| 4. | Dossier concernant la constitution de Figaz (Fédération de l'Industrie du Gaz) : adhésion des cokeries productrices de gaz fatal, relations entre la fédération et le secteur de la sidérurgie, affiliations et désaffiliations des cokeries à la fédération.
1946-1983. | 1 liasse |
| 5. | Dossier concernant les projets de nationalisation du secteur du gaz et travaux de la « Commission nationale pour l'étude du statut de la production et de la distribution du gaz ».
1947-1958. | 1 liasse |
| 6. | Relevés des principaux textes légaux et réglementaires concernant l'industrie du gaz entre 1966 et 1989 ; débats parlementaires sur la politique énergétique belge en 1983 et 1987.
1966-1989. | 1 liasse |
| 7. | Dossier concernant des questions parlementaires relatives au secteur du gaz : textes des questions et contribution à l'élaboration de réponses adressées au ministre.
1966-1988. | 1 liasse |

II. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- | | | |
|----|--|----------|
| 8. | Procès-verbal de l'assemblée générale statutaire de Figaz en mars 1966.
mars 1966. | 1 pièce |
| 9. | Rapports du conseil d'administration et du collège des commissaires de la Figaz présentés à l'assemblée générale pour l'exercice social 1982.
1983. | 1 liasse |

- 10-13. Dossiers des assemblées générales statutaires de la Figaz avec le cas échéant : la liste de présence, le rapport d'activité présenté aux membres, l'ordre du jour, les comptes, l'aide-mémoire du président, les procurations et un procès-verbal.
1988-1995. 4 liasses
Les rapports sur l'activité de Figaz présentés aux membres sont distincts des rapports publiés.
- 10. mars 1988.
 - 11. mars 1989, mars 1990, mars 1993.
 - 12. mars 1994.
 - 13. mars 1995.
- 14-17. Rapports annuels publiés de la Figaz.
1950-2003. 4 liasses
Les rapports sont bilingues français-néerlandais jusque 1982 puis les éditions néerlandaise et française sont séparées. Il existe aussi une version anglaise du rapport pour les années 1999, 2001 et 2002.
- 14. Rapports annuels pour les exercices 1949 à 1965.
1950-1966.
Il manque les rapports des exercices 1954, 1956 et 1957.
 - 15. Rapports annuels pour les exercices 1966 à 1980.
1967-1981.
 - 16. Rapports annuels pour les exercices 1981 à 1993.
1982-1994.
 - 17. Rapports annuels pour les exercices 1994 à 2003.
1995-2003
- 18-20. Annuaires statistiques de l'industrie du gaz (bilingues).
1966-2000. 3 liasses
18. Exercices 1965, 1967-1978.
1966-1979.
19. Exercices 1979-1990.
1980-1991.
20. Exercices 1991-2001.
1992-2002.

III. CONSEIL D'ADMINISTRATION

21. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Figaz.
novembre 1946-novembre 1955. 1 volume
22. Procès-verbaux de quelques réunions du conseil d'administration de la Figaz.
1968-1972. 1 liasse
- 23-31. Documents préparatoires et procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Figaz.
1981-1998. 9 liasses
23. mars 1981-septembre 1982.
24. octobre 1985-juin 1987.
25. août 1987-décembre 1988.
26. janvier-décembre 1989.
27. juin 1991-mai 1992.
28. juin 1992-février 1994.
29. mars 1994-juin 1995.

30. juin 1995-octobre 1996.
 31. novembre 1996-mai 1998.

IV. COMITÉ DE DIRECTION

- 32-33. Procès-verbaux des réunions du comité de direction de la Figaz.
 1957-1970 2 liasses
 32. août 1957-janvier 1970.
 33. février 1966-octobre 1970.

V. RELATIONS AVEC LES MEMBRES

- 34-35. Circulaires adressées par la Figaz à l'ensemble de ses affiliés ou à ceux affiliés à certaines sections.
 1956-1963. 2 liasses
 On complètera ces circulaires ronéotypées par la circulaire mensuelle imprimée dont la série a été classée plus bas, numéros 322-326. Ces « Circulaires d'informations de la Figaz » (publication mensuelle) sont en effet devenues vers 1973 le Bulletin d'information. Fédération de l'Industrie du Gaz « Figaz ».
 34. Circulaires 250 à 328.
 décembre 1956-mars 1961.
 35. Circulaires 329 à 398.
 mars 1961-décembre 1963.
- 36-37. Circulaires et feuillets de documentation de l'U.E.G.B. (Union des Exploitations Électriques et Gazières en Belgique) en matière sociale.
 1982-1997. 2 liasses
 36. 1982-1992.
 37. 1996-1997.

VI. ORGANISATION ET ADMINISTRATION

38. Dossier concernant la gestion du personnel de la Figaz : adhésion à des conventions collectives, embauche, lettres de candidatures, souscriptions à des augmentations de capital réservées au personnel du secteur électrique, départs à la pension.
 1978-1989. 1 liasse
- 39-40. Dossier concernant l'organisation de la Figaz et la gestion du personnel qu'elle a en commun avec l'A.R.G.B. : procès-verbaux du comité dit de coordination (avec organigramme de la Figaz et de l'A.R.G.B.).
 1993-2000. 2 liasses
 39. septembre 1993-août 1995, juin-novembre 1997.
 40. janvier 1998-décembre 2000
- 41-44. Budgets de la Figaz, cotisations, recouvrement des frais d'administration, évolution des frais d'administration.
 1963-1997. 4 liasses
 41. 1963-1981.
 42. janvier 1982-décembre 1987.
 43. 1993-1995.

44. 1996-1997.
- 45-46. Budgets de la Figaz et de l'A.R.G.B.
1991-1999. 2 liasses
45. 1991-1994.
46. 1995-1999.
- 47-48. Dossier concernant l'intervention de la Figaz dans les frais liés à la révision du contrat d'approvisionnement de gaz conclu entre Distrigaz et la société algérienne Sonatrach.
1989-1994. 2 liasses
47. juillet 1989-juin 1990.
48. juin 1990-septembre 1994.

VII. SECTIONS, COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL INTERNES

A. COMMISSION DE CONTACT PRODUCTION-TRANSPORT-DISTRIBUTION

49. Procès-verbaux des réunions de la commission de contact « production-transport-distribution ».
1951-1957. 1 liasse
50. Dossier concernant les réunions conjointes des bureaux des sections « production-transport » et « distribution ».
1975. 1 liasse

B. C.T.D.-GAZ (SECTION DE FIGAZ POUR LA COORDINATION DU TRANSPORT ET DE LA DISTRIBUTION)

Cette section de Figaz a été constituée en mai 1963.

1. PROCÈS-VERBAUX DE RÉUNIONS

- 51-88. Procès-verbaux et documents préparatoires des réunions de C.T.D.-Gaz.
1963-1995. 38 liasses
51. mai 1963-juin 1964.
52. septembre 1964-mars 1965.
53. avril 1965-mai 1966.
54. juillet 1966-juin 1967.
55. juin 1967-mars 1968.
56. mars-novembre 1968.
57. novembre 1968-juillet 1969.
58. juillet 1969-mai 1970.
59. juin-novembre 1970.
60. novembre 1970-mai 1971.
61. juin 1971-février 1972.
62. décembre 1975-avril 1976.
63. mai 1976-février 1977.
64. mars-juillet 1977.
65. septembre 1977-janvier 1978.

66. février-juillet 1978.
 67. octobre 1978-mai 1979.
 68. mai 1979-mars 1980.
 69. avril-novembre 1980.
 70. novembre 1980-septembre 1981.
 71. octobre 1981-mai 1982.
 72. mai-novembre 1982.
 73. décembre 1982-mai 1983.
 74. mai-décembre 1983.
 75. décembre 1983-avril 1984.
 76. mai 1984-janvier 1985.
 77. février-octobre 1985.
 78. novembre 1985-juin 1986.
 79. juin-décembre 1986.
 80. novembre 1986-juin 1987.
 81. juin 1987-janvier 1988.
 82. janvier-octobre 1988.
 83. avril 1990-septembre 1991.
 84. septembre 1991-mai 1992.
 85. mai 1992-mars 1993.
 86. mars-novembre 1993.
 87. novembre 1993-septembre 1994.
 88. septembre 1994-mars 1995.
- 89-91. Procès-verbaux et documents préparatoires des réunions de C.T.D.-Gaz
 (deuxième série).
 1990-1994. 3 liasses
 Dossiers de Ferdinand de Lichtervelde.
 89. septembre 1990-mars 1992.
 90. mai 1992-janvier 1994.
 91. décembre 1992-septembre 1993.
- 2. COURRIER, DOCUMENTS EXPÉDIÉS AUX MEMBRES**
- 92-127. Courrier expédié par C.T.D.-Gaz.
 1972-2001. 36 liasses
 Cette série n'a été conservée que pour les périodes où celle des procès-verbaux présente des lacunes, car les procès-verbaux de C.T.D.-Gaz étaient incorporés au courrier expédié.
92. février-mai 1972.
 93. juin décembre 1972.
 94. décembre 1972-février 1973.
 95. février-septembre 1973.
 96. septembre-décembre 1973.
 97. janvier-juin 1974.
 98. juin-octobre 1974.
 99. octobre 1974-mars 1975.
 100. mars-mai 1975.
 101. mai-octobre 1975.
 102. octobre 1975-janvier 1976.
 103. février-avril 1976.

104. avril-octobre 1976.
 105. octobre 1988-janvier 1989.
 106. janvier-mars 1989.
 107. mars-mai 1989.
 108. juin-août 1989.
 109. août-novembre 1989.
 110. novembre-décembre 1989.
 111. décembre 1989-mars 1990.
 112. mars-avril 1990.
 113. avril-mai 1990.
 114. juin-août 1995.
 115. juillet-octobre 1995.
 116. novembre 1995-mai 1996.
 117. mai-septembre 1996.
 118. octobre 1996-mai 1997.
 119. mai-octobre 1997.
 120. novembre 1997-mai 1998.
 121. mai-octobre 1998.
 122. octobre 1998-avril 1999.
 123. avril-septembre 1999.
 124. octobre 1999-mars 2000
 125. mars-septembre 2000
 126. septembre 2000-avril 2001
 127. mai-décembre 2001
- 128-180. Documents que C.T.D.-Gaz envoie à ses membres : procès-verbaux de réunions, procès-verbaux des réunions de contact Intermixt - C.T.D.-Gaz, notes pour la commission « gaz naturel » du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz, procès-verbaux de comités internes comme le comité financier, prévisions de résultats des intercommunales, prévisions de répartition bénéficiaire du secteur, notes thématiques relatives à la conversion au gaz naturel. 53 liasses
- 1964-2003.
128. Documents 100 à 140.
 mars 1964-mars 1966.
129. Documents 141 à 156.
 mars-août 1966.
130. Documents 157 à 161.
 août-septembre 1966.
131. Documents 162 à 200.
 septembre 1966-avril 1967.
132. Documents 201 à 262.
 avril 1967-mars 1968.
133. Documents 263 à 267.
 avril-juillet 1968.
134. Documents 268 à 280.
 juillet 1968-mars 1969.
135. Documents 281 à 340.
 janvier-novembre 1968 (sic).

136. Documents 341 à 427.
octobre 1968-juillet 1969.
137. Documents 428 à 479.
septembre 1969-mai 1970.
138. Documents 481 à 500.
septembre 1970-juillet 1972.
139. Documents 501 à 561.
mai-décembre 1970 (sic).
140. Documents 562 à 637.
janvier-novembre 1971.
141. Documents 638 à 694.
décembre 1971-mai 1972.
142. Documents 695 à 736.
mai-novembre 1972.
143. Documents 737 à 779.
octobre 1972-octobre 1973.
144. Documents 780 à 824.
octobre 1973-février 1975.
145. Documents 831 (sic.) à 897.
avril 1974-février 1975 (sic).
146. Documents 899 à 941.
janvier-septembre 1975.
147. Documents 942 à 1000.
septembre 1975-janvier 1976.
148. Documents 1001 à 1065.
novembre 1975-septembre 1976.
149. Documents 1066 à 1125.
octobre 1976-avril 1977.
150. Documents 1126 à 1170.
avril-août 1977.
151. Documents 1171 à 1215.
août-octobre 1977.
152. Documents 1216 à 1259.
octobre 1977-mars 1978.
153. Documents 1260 à 1293.
mars-juillet 1978.
154. Documents 1294 à 1356.
septembre 1978-mars 1979.
155. Documents 1357 à 1424.
mars-décembre 1979.
156. Documents 1425 à 1490.
novembre 1979-juin 1980.
157. Documents 1491 à 1562.
juin 1980-mai 1981.
158. Documents 1563 à 1655.
mai 1981-février 1983.
159. Documents 1656 à 1740.
février 1983-octobre 1984.

160. Documents 1741 à 1774.
octobre 1984-mai 1985.
161. Documents 1776 à 1835.
mai 1985-mars 1986.
162. Documents 1835 à 1860.
mars-septembre 1986.
163. Documents 1861 à 1895 et 2000 à 2013.
octobre 1986-mars 1987.
164. Documents 2014 à 2046.
avril-octobre 1987.
165. Documents 2047 à 2100.
octobre 1987-février 1989.
166. Documents 2102 à 2160.
février 1989-avril 1990.
167. Documents 2160 à 2225.
avril 1990-mars 1991.
168. Documents 2226 à 2269.
mars-novembre 1991.
169. Documents 2270 à 2316.
novembre 1991-juin 1992.
170. Documents 2317 à 2377.
septembre 1992-novembre 1993.
171. Documents 2378 à 2423.
octobre 1993-juillet 1994.
172. Documents 2425 à 2448.
août-décembre 1994.
173. Documents 1995-1 à 1995-59.
janvier-décembre 1995.
174. Documents 1996-1 à 1996-48.
janvier-décembre 1996.
175. Documents 1997-1 à 1997-45.
janvier-décembre 1997.
176. Documents 1998-1 à 1998-40.
janvier-décembre 1998.
177. Documents 1999-1 à 1999-46.
janvier-décembre 1999.
178. Documents 2000-1 à 2000-39.
janvier-décembre 2000
179. Documents 2001-1 à 2001-43.
janvier-décembre 2001
180. Documents 2002-1 à 2002-34 et 2003-1 à 2003-13.
janvier 2002-juin 2003
- 181-182. Documents divers ayant circulé dans le cadre de préparation de réunion de la
C.T.D.-Gaz.
1993-1995. 2 liasses
181. octobre 1993-janvier 1995.
182. mars 1994-janvier 1995.

3. RELATIONS AVEC LE COMITÉ DE CONTRÔLE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

183. Dossier concernant les statuts types des intercommunales mixtes, leur élaboration et leur adaptation au secteur du gaz.
1966. 1 liasse
184. Publication du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz sur la *Situation de l'industrie du gaz en 1971.*
1972. 1 pièce
185. Dossier concernant les travaux du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz – commission « gaz naturel ».
1976-1979. 1 liasse
186. Rapport du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz (commission pour l'examen de l'affectation de la recette) pour l'exercice 1979-1980.
février 1981. 1 liasse
187. Rapport des réviseurs du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz relatif aux affectations de la recette en 1980 pour les secteurs électricité et gaz. Note concernant la politique d'amortissement des immobilisations des intercommunales mixtes. Liste des modifications apportées au plan comptable de C.T.D.-Gaz en 1982.
1980-1984 1 liasse
188. *Vade-mecum du gaz* : publication du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz – commission gaz naturel, 1985.
1985. 1 liasse
189. Dossier relatif au gaz naturel et aux conditions de fournitures publiées par le Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz.
1974-1981. 1 liasse
- 190-191. Procès-verbaux des réunions du groupe de travail « affectation de la recette » du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz. Documents émanant du C.G.E.E. (Comité de Gestion des Entreprises d'Électricité) : enquête annuelle, distribution de gaz par les sociétés affiliées au C.T.D.-Gaz, affectation de la recette globale de l'activité production et interconnexion-transport d'électricité du C.G.E.E., affectation de la recette globale de l'activité distribution d'électricité du C.G.E.E.).
1991-1994. 2 liasses
190. 1991-1993.
191. 1991-1994.

4. RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

192. Dossier concernant les activités de F. Peeters, administrateur délégué de la société A.G.M. (Antwerpsche Gasmaatschappij) n.v. et directeur général de C.T.D.-Gaz, concernant notamment les prix du gaz (prix de revient, prix à la consommation) et les négociations avec le gouvernement (secrétaire d'État pour l'Énergie Étienne Knoops, ministre des Affaires économiques Willy Claes, ministère des Classes moyennes), documentation sur l'évolution de l'industrie du gaz en Allemagne et à

- l'étranger.
1981-1989. 1 liasse
193. Dossier concernant les relations de C.T.D.-Gaz avec les autorités publiques relatives à la facturation du gaz en unités de quantité de chaleur (mégacalories) : correspondance avec les membres, extraits de procès-verbaux du comité de direction et du bureau de la section distribution, coupures de presse, documentation sur la tarification du gaz dans d'autres pays.
1961-1974. 1 liasse
194. Dossier concernant les recherches d'économies d'énergie : intervention du gouvernement en matière de politique énergétique et impacts sur la politique commerciale des sociétés gazières.
1979-1983. 1 liasse
195. Dossier concernant la régulation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) à l'échelle nationale et plus spécialement : les travaux du CONCERE (groupe de concertation destiné à renforcer la coopération entre les gouvernements fédéral et régionaux dans le domaine de l'énergie) et la réaction d'Europgas à un projet de directive européenne.
1991-1996. 1 liasse
196. Dossier concernant la participation de la Figaz au Conseil Consultatif de l'Énergie formé au sein du Conseil Central de l'Économie (utilisation rationnelle de l'énergie, évolution conjoncturelle et prévision des différents secteurs énergétiques).
1975-1977. 1 liasse
- 5. RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISMES**
- 197-199. Dossier concernant les relations entre C.T.D.-Gaz et Intermixt (e.u.p.) au niveau des secrétariats : procès-verbaux des réunions de contact, correspondance.
1975-1982. 3 liasses
197. 1975-1978.
198. 1978-1980.
199. 1980-1982.
200. Dossier concernant le « fonds d'entraide gaz » créé en 1985 pour faciliter l'accès des consommateurs domestiques à un service minimum de distribution de gaz : contacts entre C.T.D.-Gaz, Intermixt (e.u.p.), Inter-Régies s.c.r.l. et le C.G.E.E. (Comité de Gestion des Entreprises d'Électricité), statistiques des sommes engagées, procès-verbaux du comité exécutif du fonds.
1985-1986. 1 liasse
201. Dossier concernant la participation de C.T.D.-Gaz à un groupe de travail constitué au sein du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz lors de l'établissement de la T.V.A. (taxe sur la valeur ajoutée) : procès-verbaux du groupe de travail, contacts avec le ministère des Affaires économiques, études sur l'impact de la T.V.A. sur le prix de l'énergie.
1968-1970. 1 liasse

C. SECTION « PRODUCTION, GRAND TRANSPORT »

- 202-203. Dossier concernant l'organisation de la section « production, grand transport », le choix des membres du bureau, les assemblées générales.
1965-1971. 2 liasses
202. 1965-1967.
203. 1967-1971.
204. Dossier concernant l'odorisation du gaz naturel par adjonction de tétrahydrothiophène, la toxicité éventuelle de cet additif et les relations de la Figaz à ce sujet avec divers (le Centre Anti-Poisons, les ministères de la Santé et des Affaires économiques, Distrigaz, Cerga, l'A.R.G.B., la Nederlandse Gasunie, etc.).
1966-1981. 1 liasse
205. Dossier concernant les activités du groupe de travail « déplacement des installations de gaz », sous-groupe « pratique en matière de devis et facture ».
1983-1984. 1 liasse
206. Dossier concernant les pratiques en matière de travaux menés à proximité d'installations de gaz, la sécurité des canalisations de transport, le statut de certaines installations de distribution publique de gaz (par exemple celles posées par une intercommunale en dehors de son territoire).
1989-1990. 1 liasse
207. Dossier concernant les canalisations de transport du gaz : généralités, établissement d'installations empruntant le domaine de l'Etat, redevances pour canalisations empruntant les voies publiques ou traversant des terrains privés, frais de déplacement des canalisations.
1958-1976. 1 liasse
- 208-216. Dossier concernant les travaux de Comixtrav-Gaz (sous-commission « industrie du gaz » du « Comité mixte des travaux » formé entre le secteur privé et le ministère de la Défense nationale) sur la protection des points vitaux pour le transport et la distribution du gaz par canalisations.
1971-1984. 9 liasses
208. Correspondance avec les sociétés et régies de distribution de gaz, avec Distrigaz, avec la direction des mines du ministère des Affaires économiques.
1971-1979.
209. Listes de points sensibles établies à la requête du ministère des Affaires économiques, correspondance.
1973-1977.
210. Listes des points vitaux des industries du gaz et de l'électricité, procès-verbaux de réunions de Comixtrav-Gaz et de Comixtrav-Electricité, correspondance avec les ministères des Affaires économiques et de la Défense nationale à propos notamment de la photographie aérienne des points vitaux.
1974-1978.
211. Modèle de contrat différé relatif à des travaux urgents à exécuter en temps de guerre.
1976-1977.

212. Listes des points vitaux des industries du gaz et de l'électricité, procès-verbaux de réunions de Comixtrav-Gaz et de Comixtrav-Electricité, correspondance avec les ministères des Affaires économiques et de la Défense nationale à propos notamment de la photographie aérienne des points vitaux.
1979-1984.
213. Notes et correspondance concernant les besoins des sociétés gazières en personnel qualifié et en véhicules en cas de mobilisation.
1978-1979.
214. Listes des points vitaux, notes et correspondances concernant les fréquences utilisées par les sociétés gazières pour liaisons radio, listes des lignes téléphoniques, listes des grossistes en matériel de gaz.
1979.
215. Instructions concernant les sursis d'appels et de rappels de mobilisation de certains membres du personnel de sociétés gazières.
1984.
216. Correspondance avec les affiliés de la Figaz relative aux télécommunications entre sièges, aux listes du personnel indispensable en cas de guerre, aux engins et véhicules indispensables, aux installations essentielles, aux firmes capables de réparer des dégâts éventuels.
1978-1979.
217. Dossier concernant la prorogation des concessions et permissions pour le transport de produits gazeux par canalisations : travaux d'une commission technique organisée par le ministère des Affaires économiques chargée de déterminer des critères pour en garantir la sécurité lors de ces prorogations.
1988-1990. 1 liasse
218. Dossier concernant les activités du « Groupe de travail technique se rapportant à l'examen des mesures de sécurité fixées par les arrêtés royaux existant et relatives à l'établissement et à l'exploitation des installations de produits gazeux et autres par canalisations » : procès-verbaux de réunions, documents de travail relatifs à un projet de modification d'un arrêté royal de 1966.
1989-1993. 1 liasse
Ce groupe de travail mis sur pied par le ministère des Affaires économiques regroupait les industriels et organismes exploitant des réseaux de transport de gaz comme Distrigaz, Air Liquide s.a., Solvay s.a., Cockerill Sambre s.a., l'O.T.A.N.
- D. GROUPE DE TRAVAIL « CHAUFFAGE URBAIN DANS L'AGGLOMÉRATION BRUXELLOISE »**
219. Dossier concernant les activités du comité technique consultatif s'occupant de la promotion de la distribution de chaleur à distance : correspondance de Michel Périer (directeur de Contibel s.a.), Pierre Dorzée (directeur de Distrigaz), Raymond Scheyven (ministre des Affaires économiques).
1958-1961. 1 liasse
220. Procès-verbaux du groupe de travail « chauffage urbain » formé par les gaziers et les électriciens.
avril 1962-novembre 1963. 1 liasse

221. Dossier concernant un projet de réseau de chauffage urbain dans l'agglomération bruxelloise : procès-verbaux des réunions du groupe de travail « chauffage urbain », correspondance avec entre autres l'ingénieur Jean Ronsse et Albert De Smaele (président du Conseil Central de l'Économie), étude d'Electrobel sur la rentabilité comparée d'un réseau de chauffage urbain et le chauffage autonome en gaz riche, documentation.
1962-1964. 1 liasse
222. Correspondance échangée entre Paul Célis (président de la Figaz), Gustave Willems (secrétaire général du ministère des Travaux publics), R. Stinglhamber (conseiller du Premier ministre) et Ch. Blockel (ingénieur en chef de la ville de Bruxelles).
1960-1961. 1 liasse
223. Rapport de Jean Ronsse sur l'alimentation en chaleur des bâtiments publics de l'État, de la province et des communes de l'agglomération bruxelloise ; critique de la Figaz sur ce rapport.
1962. 1 liasse
- E. GROUPES DE TRAVAIL « TARIFICATION », « FACTURATION », « INDEXATION » ET « COMPÉTITIVITÉ »**
- 224-225. Procès-verbaux des réunions du groupe de travail « tarification ».
1964-1976. 2 liasses
Ce groupe de travail a été créé en 1964.
224. juin 1964-décembre 1971.
225. février 1972-octobre 1976.
- 226-249. Dossier concernant les activités du groupe de travail « tarification » : documents préparatoires et procès-verbaux des réunions, correspondance avec les membres, notes de Distrigaz sur son marché industriel et la compétitivité du gaz par rapport à d'autres sources d'énergie.
1964-1992. 24 liasses
226. mai-octobre 1964.
227. mai 1965-avril 1966.
228. juillet 1966-septembre 1967.
229. septembre 1967-mars 1968.
230. mars 1968-janvier 1969.
231. janvier 1969-février 1970.
232. février-décembre 1970.
233. janvier-octobre 1971.
234. octobre 1971-mars 1972.
235. mars-décembre 1972.
236. décembre 1972-août 1973.
237. juin 1973-février 1974.
238. février-juin 1974.
239. juin-décembre 1974.
240. janvier-novembre 1975.
241. novembre 1975-mars 1976.
242. avril 1976-juin 1977.
243. juin 1977-février 1978.

244. mars 1978-juin 1979.
 245. juillet 1979-janvier 1980.
 246. février 1980-avril 1981.
 247. juillet-octobre 1981.
 248. octobre 1981-novembre 1986.
 249. février 1987-septembre 1992.
- 250-258. Dossier concernant la tarification du gaz : extraits de procès-verbaux du comité de direction de Figaz, de C.T.D.-Gaz (section de Figaz pour la coordination du transport et de la distribution), correspondance (notamment avec les affiliés de la Figaz), tableaux de tarifs pour usages domestiques ou non domestiques envoyés à la presse, évolution du prix du gaz.
 1966-1991. 9 liasses
250. octobre 1966-février 1968.
 251. février-juillet 1968.
 252. juillet 1968-octobre 1969.
 253. novembre 1969-avril 1971.
 254. mai 1971-août 1973.
 255. novembre 1973-octobre 1982.
 256. 1973-1984.
 257. octobre 1982-décembre 1985.
 258. janvier 1986-février 1991.
- 259-260. Dossier concernant la tarification du gaz : correspondance avec divers (dont Electrabel, d'autres fédérations, des sociétés étrangères et des journalistes).
 1967-1996. 2 liasses
259. 1967-1989.
 260. 1991-1996.
- 261-263. Dossier concernant la compétitivité du gaz : comparaison des prix du gaz aux prix de combustibles concurrents en distribution publique.
 1981-1984. 3 liasses
261. juillet-novembre 1981.
 262. juin-octobre 1982.
 263. octobre 1982-décembre 1984.
- 264-265. Dossier concernant les recommandations du Comité de Contrôle de l'Électricité et du Gaz relatives au prix du gaz naturel livré à la distribution publique et à la clientèle, les réactions des sociétés de distribution et la problématique de la parité du franc belge et du florin dans le cadre des fournitures du gaz de Slochteren.
 1967-1978. 2 liasses
264. 1967-1974.
 265. 1974-1978.
- 266-267. Dossier concernant les relations avec les consommateurs : correspondance avec des usagers concernant les tarifs et les modalités de tarification, articles de presse relatifs au prix du gaz et réactions de la Figaz, relations avec le Ministère des Affaires économiques.
 1968-1987. 2 liasses
266. 1968-1982.
 267. 1982-1987.

268. Dossier concernant les travaux du sous-groupe de travail « facturation » : notes et correspondance sur la valeur calorifique du gaz et sur les modes de facturation usités par les différentes sociétés de distribution (recherches d'uniformisation).
1981-1983. 1 liasse
269. Dossier concernant les travaux d'une commission formée au sein du groupe de travail « tarification » relatifs à la compétitivité du gaz naturel.
septembre-décembre 1977. 1 liasse
- 270-273. Dossier concernant les travaux du groupe d'experts « compétitivité » : comparaison de la compétitivité du gaz naturel avec l'électricité et le gazole.
1982-1987. 4 liasses
270. février-mai 1982.
271. mai 1982-janvier 1983.
272. février 1983-octobre 1984.
273. juillet 1984-août 1987.
- 274-279. Dossier concernant la tarification de la distribution publique de gaz : circulaires mensuelles aux affiliés de la Figaz donnant le mode de calcul des moyennes en cas de facturation annuelle.
1980-1993. 6 liasses
274. décembre 1980-août 1982.
275. septembre 1982-décembre 1983.
276. janvier 1984-mars 1985.
277. avril 1985-décembre 1986.
278. janvier-septembre 1987.
279. novembre 1991-octobre 1993.
- 280-282. Dossier concernant les activités du groupe de travail « indexation du gaz » : documents préparatoires et procès-verbaux des réunions, correspondance entre les membres.
1965-1985. 3 liasses
280. décembre 1965-novembre 1976.
281. septembre 1978-avril 1985.
282. mai-novembre 1985.
283. Dossier concernant la formule d'indexation ou de révision du prix du gaz naturel pour les fournitures de gaz naturel par Distrigaz aux distributeurs (révisions mensuelles).
1981-1985. 1 liasse
- 284-290. Dossier concernant les relations avec le ministère des Affaires économiques (administration de l'énergie) concernant l'indexation ou la variation du prix du gaz.
1950, 1968-1976, 1981-1989. 7 liasses
284. 1950, 1968-1976.
285. août 1981-mars 1983.
286. juin 1982-avril 1984.
287. mai 1984-décembre 1985.
288. janvier 1986-avril 1987.
289. avril 1987-juillet 1988.
290. août 1988-août 1989.

291. Dossier concernant la tarification du gaz naturel alimentant des services publics et bâtiments publics.
1968-1988. 1 liasse

292. Dossier concernant l'évolution du prix du gaz pour les consommateurs domestiques : série chronologique, place du gaz dans l'index, comparaison avec différents pays européens, correspondance de la Figaz avec Eurogaz, Eurostat, ses affiliés et le ministère des Affaires économiques.
1975-1993. 1 liasse

F. GROUPES DE TRAVAIL LIÉS AU TRANSPORT ET À LA DISTRIBUTION DU GAZ

Ce groupe de travail a dans ses compétences ce qui touche aux canalisations, branchements, raccordements, déplacements d'installation, fourniture de gaz et accidents de distribution.

- 293-295. Dossier concernant les activités du groupe de travail « contrat transport-distribution » (contrat passé entre Distrigaz et les différentes sociétés de distribution) : documents préparatoires et comptes rendus des réunions, correspondance.
1978-1980. 3 liasses
293. janvier-mai 1978.
294. juin-août 1978.
295. septembre 1979-août 1980.
296. Dossier concernant la prévention et les responsabilités en matière de rencontres de câbles et canalisations : contacts avec la Confédération Nationale de la Construction a.s.b.l. et travaux d'un groupe de travail formé entre tous les occupants du sous-sol.
1949-1975. 1 liasse
297. Dossier concernant des litiges quant aux responsabilités en matière de rencontre de câbles et canalisations.
décembre 1978-juillet 1981. 1 liasse
298. Dossier concernant les activités du groupe de travail technique sur la normalisation des caniveaux et galeries de service instauré à l'instigation du Ministère des Travaux publics : correspondance entre membres de la délégation de la Figaz à ce groupe technique.
1976-1980. 1 liasse
299. Dossier concernant les travaux du groupe d'experts « Conditions générales d'établissement de branchements de gaz et de fournitures de gaz » formé au sein de la Figaz et travaillant en concertation avec l'U.E.E.B. (Union des Exploitations Électriques en Belgique): documents préparatoires et procès-verbaux des réunions.
1979-1981. 1 liasse
- 300-302. Dossier concernant les activités du groupe de travail « déplacement des installations de gaz » : documents préparatoires et procès-verbaux des réunions.
1977-1981. 3 liasses
300. juin 1977-janvier 1979.

301. février-novembre 1979.
302. avril 1980-novembre 1981.
303. Dossier concernant les relations avec l'Union des Villes et Communes de Belgique concernant les cahiers de charge pour travaux à la voirie, réparation de chaussée après exécution de travaux aux canalisations souterraines.
1968-980. 1 liasse
304. Dossier concernant les problèmes posés par le voisinage de lignes à haute tension et de canalisations souterraines.
1979. 1 liasse
305. Formulaire E66 sur la délivrance des autorisations aux impétrants (personnes autorisées à utiliser le sous-sol d'une voirie).
1979. 1 liasse
- 306-307. Dossier concernant les activités du groupe de travail « normalisation des émissions de gaz » (correction des émissions en fonction des variations climatiques de façon à pouvoir comparer les variations de consommation) : documents préparatoires et procès-verbaux de réunions.
1972-1990. 2 liasses
306. 1972-1978.
307. 1978-1990.
308. Dossier concernant les travaux du groupe d'experts « Prévisions du marché du gaz » (prévisions à 5 ou 10 ans) : documents préparatoires et procès-verbaux des réunions.
juillet 1981-mars 1982. 1 liasse
309. Dossier concernant les activités du groupe de travail « conditions générales de raccordement et de fourniture de gaz » (rapports entre un consommateur et un distributeur) : documents préparatoires et procès-verbaux des réunions.
juillet 1980-novembre 1981. 1 liasse
- 310-311. Code de bonne pratique pour la prévention des dégâts aux installations souterraines à l'occasion de travaux effectués à proximité de celles-ci.
1980-1983. 2 liasses
310. juillet 1980-avril 1981.
311. avril 1981-février 1983.
312. Dossier concernant les pénuries de gaz et solutions imaginées pour la couverture de la demande de gaz, notamment au cours des hivers 1964-65, 1965-66, 1970-71, 1971-72, 1973-74 et 1977-78.
1965-1978. 1 liasse
- 313-318. Dossier concernant les accidents et morts violentes (par suicide notamment) dus au gaz : fiches dressées à chaque accident par les sociétés ou intercommunales de distribution.
1945-1976. 6 liasses
313. septembre 1945-juin 1962.
314. juillet 1962-janvier 1963.
315. janvier-décembre 1963.
316. janvier 1966-décembre 1967.

317. janvier 1968-septembre 1969.
 318. janvier 1974-avril 1976.

G. CONSOMMATION, UTILISATION DU GAZ

319. Dossier concernant le développement de l'utilisation rationnelle de l'énergie par le gaz naturel : projet de création d'un fonds à cet effet au sein de la Figaz. décembre 1985-février 1988. 1 liasse
320. Dossier concernant la sécurité des appareils à gaz : législation, contacts avec le ministère des Affaires économiques (administration de l'énergie) relatifs à l'accréditation de l'A.R.G.B. comme organisme qui teste les appareils fonctionnant au gaz, travaux d'une commission consultative sur la sécurité des appareils de gaz. 1993-1994. 1 liasse
321. Étude de la Sobemap (Société Belge d'économie et de mathématiques appliquées) s.a. sur la consommation de gaz naturel (à la cuisine, au chauffage des locaux, au chauffage de l'eau et aux autres appareils), 1970. 1970. 1 liasse

VIII. COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES

A. PUBLICATIONS

- 322-326. *Circulaires d'informations de la Figaz* (publication mensuelle).
 Cette publication deviendra vers 1973 le *Bulletin d'information. Fédération de l'Industrie du Gaz « FIGAZ »*. Elle donne des nouvelles de la vie de la fédération et des activités de ses sections, des informations d'ordre économique et statistique, un mémento législatif et l'actualité en matière de gaz en Belgique et à l'étranger. 1951-1976. 5 liasses
322. janvier 1949-décembre 1955.
 323. janvier 1956-décembre 1962.
 324. novembre 1964-juin 1974.
 Une dizaine de numéros isolés.
 325. janvier 1971-septembre 1974.
 326. novembre 1974-décembre 1976.
327. TOUWAIDE R.H., DE CROES J. et DE CROMBRUGGHE O., *L'industrie du gaz et la gazéification souterraine en U.R.S.S.*, extrait de la revue générale *Gaz* (mars-avril 1959) et des *Annales des Mines de Belgique* (mai 1959). 1959. 1 pièce
 Publication de la Figaz et de l'Institut National de l'Industrie Charbonnière.
328. *De gasindustrie en de koude winter 1962-1963*, brochure relative aux difficultés d'alimentation pendant cet hiver rigoureux. 1963. 1 pièce
 Conservé en deux exemplaires.
329. Statistiques de la Figaz relatives au renouvellement du parc d'appareils domestiques. 1966-1970. 1 liasse

330. Publication bilingue de la Figaz dans ses versions de décembre 1976 et janvier 1980 : *Distribution de gaz par canalisations. Liste des communes avec indication des services de distribution.*
1976-1980. 1 liasse
331. *Faits et tendances* : dépliants publiés chaque années par la Figaz avec les chiffres clés de l'industrie du gaz pour les exercices 1991 à 2002.
1992-2003. 1 liasse
Manquent les exercices 1993 et 2001.

B. RAPPORTS AVEC LES MÉDIAS

332. Dossier concernant les relations avec l'agence Belga : notes d'information transmises par la Figaz relatives notamment à l'introduction du gaz naturel, à la conversion des installations et au prix du gaz.
1965-1972. 1 liasse
333. Dossier concernant les relations avec la presse (classement par journal).
1968-1976. 1 liasse
- 334-336. Dossier concernant les relations avec les médias : reportages radiophoniques et télévisés ou articles de presse relatifs au gaz naturel et plus spécialement à son prix, à l'évolution de la consommation, à l'évolution de la conjoncture, à la profitabilité du secteur, aux applications du gaz, à l'utilisation rationnelle de l'énergie.
1972-1988. 3 liasses
334. 1972-1984.
335. 1982-1987.
336. 1987-1988.

IX. RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISMES

A. POOL SAVGAZ

Savgaz gérait le réseau de grand transport de la région liégeoise. Alimentée en gaz de cokerie par les entreprises sidérurgiques du bassin mosan, l'entreprise avait comme clients les réseaux de distribution locaux et de gros consommateurs industriels comme Cuivre et Zinc, Tubemeuse ou les Cristalleries du Val Saint-Lambert.

- 337-338. Dossier concernant les activités du pool Savgaz : tableau hebdomadaire de répartition du gaz fourni et consommé dans la région de Liège par Cockerill, Ougrée, Espérance-Longdoz, Distrigaz et Ruhrgas (fournisseur).
1945-1957. 2 liasses
337. octobre 1945-décembre 1950.
338. janvier 1951-janvier 1957.

**B. CERGA (CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES GAZIÈRES)
A.S.B.L.**

- 339-340. Dossier concernant les activités de la commission technique Cerga : procès-verbaux des réunions et documents préparatoires.
avril 1964-décembre 1967. 2 liasses
339. avril 1964-septembre 1966.
340. novembre 1966-décembre 1967.
341. Brochure publiée par le Cerga: *De la vapeur... au gaz naturel*, Bruxelles, mai 1983. 1 pièce
1983.
Conservé en deux exemplaires.
342. Dossier concernant l'apport à Figaz de l'actif du Cerga a.s.b.l. suite à la dissolution de celui-ci.
1984-1985. 1 liasse
343. Correspondance envoyée et reçue par les présidents successifs de la Figaz (Robert-Georges Havaux, J. Frérot, Philippe Hautain) et certains membres du comité de direction (Jean-Pierre Neirynck, S. Lefèvre) concernant entre autres le financement des budgets A.R.G.B. et Cerga, et la répartition des missions des deux organismes.
1982-1994. 1 liasse

C. E.R.A. (ÉCOLOGIE RECHERCHE AMÉNAGEMENT) A.S.B.L.

344. Dossier concernant l'apport à Figaz de l'actif et du passif d'E.R.A. (Écologie Recherche Aménagement) a.s.b.l. suite à la dissolution de celle-ci.
1992. 1 liasse
L'E.R.A. a.s.b.l. avait été créée pour prouver que les arbres ne meurent pas par la faute du gaz.

D. GROUPEMENTS PROFESSIONNELS BELGES OU EUROPÉENS

345. Dossier concernant la participation de la Figaz au groupe de travail « relations publiques » de la F.E.B. (Fédération des Entreprises de Belgique) au sujet des émissions patronales à la télévision.
1972-1979. 1 liasse
346. Dossier concernant les relations de la Figaz avec les fédérations patronales interprofessionnelles, essentiellement l'U.W.E. (Union Wallonne des Entreprises) et ses groupes de travail « énergie » et « environnement ».
1993-1998. 1 liasse
347. Dossier concernant les activités du groupe de travail « bruit » constitué par les groupements patronaux interprofessionnels : contacts entre la Figaz, l'U.W.E. (Union Wallonne des Entreprises) et le V.E.V. (Vlaams Economisch Verbond) concernant un avant-projet d'arrêté du gouvernement wallon fixant les conditions générales d'émission de bruit pour l'obtention d'un permis d'environnement et des dispositions similaires en Flandre. Rapport des groupements patronaux interprofessionnels avec l'U.W.E. concernant des projets d'arrêtés du gouvernement wallon établissant la liste des rubriques d'établissements soumis à

- permis d'environnement.
1998-1999. 1 liasse
348. Dossier concernant les relations avec le secteur du pétrole et la Fédération Pétrolière Belge et plus spécialement : la concurrence entre le gaz et le pétrole, les pratiques commerciales des deux secteurs pour s'attacher la clientèle, les attaques médiatiques menées par le secteur du pétrole.
1979-1981. 1 liasse
- 349-355. Dossier concernant le procès entre la Figaz et/ou l'A.R.G.B. et Informazout (Centre d'Information pour l'Utilisation Rationnelle et l'Économie du Mazout) a.s.b.l., groupement professionnel de marchands de mazouts, suite à une campagne publicitaire basée sur une comparaison considérée comme dénigrante entre le chauffage au gaz et le chauffage au mazout : pièces procédurales, correspondance avec les avocats, publicité pour les deux formes d'énergie, documentation sur des procès similaires impliquant E.D.F. en France, coupures de presse.
1982-1998. 7 liasses
349. septembre 1982-juin 1983.
350. juillet 1983-juin 1989.
351. 1991-1994.
352. 1993-1994.
353. 1994-1995.
354. 1994-1996.
355. 1997-1998.
- 356-357. Dossier concernant la participation de la Figaz aux travaux de l'Unice (Union des Industries de la Communauté Européenne) concernant entre autres les investissements énergétiques d'intérêt communautaire, l'accès des tiers aux réseaux électriques et gaziers, les instruments fiscaux pour la protection de l'environnement, l'effet de serre provoqué par le CO2 et plus généralement les travaux du groupe énergie de l'Unice.
1989-1991. 2 liasses
356. 1989-1991.
357. 1991.
- 358-364. Dossier concernant les activités du groupe de travail formé entre la Figaz et l'U.P.E.A. (Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances Belges et Étrangères opérant en Belgique) pour étudier les responsabilités et assurances notamment dans l'exécution de travaux aux canalisations souterraines (interprétation des conventions U.P.E.A.-Figaz de 1974, 1976 et 1986).
1975-1997. 7 liasses
358. 1975-1976.
359. septembre 1980-janvier 1982.
360. février 1982-juin 1985.
361. juillet 1985-décembre 1986.
362. juillet 1986-mai 1987.
363. novembre 1987-mai 1988.
364. août 1988-décembre 1997.

365. Dossier concernant les accords entre l'U.P.E.A., Datassur et la Figaz pour définir la modalité des rapports entre assureurs et entreprises de gaz à l'occasion du règlement des sinistres : projets successifs et texte définitif d'août 1998.
1995-1998. 1 liasse
- 366-367. Dossier concernant les travaux de la commission formée entre la Figaz et la F.P.E. (Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Électricité de Belgique) pour déterminer une politique commune vis-à-vis de l'U.P.E.A. (Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances) : couverture des risques (de chantiers) et réparation de dommages.
1992-1995. 2 liasses
366. 1992-1994.
367. 1994-juin 1995.
- 368-369. Dossier concernant l'utilisation de la voirie : contacts entre la Figaz et les représentants de divers concessionnaires de la voirie, notamment Belgacom, les distributeurs d'eau, la F.P.E. (Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Électricité de Belgique), législation en matière d'utilisation de la voirie, code de bonnes pratiques pour la prévention de dégâts aux installations souterraines, procédures de déplacements d'installations, protection des canalisations, actions commerciales promotionnelles, conventions avec l'U.P.E.A. (Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances).
1980-1993. 2 liasses
368. 1980-1991.
369. 1992-1993.
- 370-371. Dossier concernant les activités de la commission juridique formée entre la F.P.E. (Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Électricité de Belgique) et la Figaz.
1992-1995. 2 liasses
370. 1992-1994.
371. 1994-1995.

E. MARCOGAZ (UNION DES INDUSTRIES GAZIÈRES DES PAYS DU MARCHÉ COMMUN) ET EUROGAS

Marcogaz a été créée en 1968 sous le nom d'Union des Industries Gazières des Pays du Marché commun. À l'origine, l'association comptait 8 membres représentant l'industrie du gaz en Belgique, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie, en Autriche, en Suisse et au Royaume-Uni.

La création de Marcogaz est liée aux premiers pas de la construction européenne : la mise en place du Marché commun européen (1957), de l'Association européenne de libre-échange (1960) et de l'Union douanière (1968). Dès son origine, Marcogaz a représenté l'industrie européenne du gaz au point de vue technique, conseillant les sphères politiques pour ce qui avait trait à la normalisation et à la certification des équipements gaziers, à l'utilisation rationnelle de l'énergie, aux questions d'environnement, de santé et de sécurité, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de l'énergie. Voir aussi dans le fonds A.R.G.B., les relations de celle-ci avec Marcogaz. On y trouve des dossiers comparables, notamment sur les travaux du groupe de travail

de la C.E.E. « élimination des entraves techniques aux échanges des appareils utilisant les combustibles gazeux » de 1972 à 1974.

372. Dossier concernant les activités de Marcogaz et Eurogas.
1968-1981. 1 liasse
- 373-399. Dossier concernant les sessions de Marcogaz (assemblées générales) : correspondance, comptes rendus, organisation des travaux.
1968-2001. 27 liasses
373. Rome (1968), Essen (1968), Vienne (1968), Bruxelles (1969), Paris (1969), Düsseldorf (1969) et La Haye (1970).
1968-1970.
374. Vevey (1970), Essen (1971), Verviers (1971), Bruxelles (1972).
1970-1972.
375. Londres (1974), Paris (1975), Munich (1975), Bruxelles (1976), Apeldoorn (1976).
1974-1976.
376. Santa Margherita Ligure (1977), Londres (1977), Évian (1978).
1977-1978.
377. Essen (1978).
1978.
378. Apeldoorn (1979), Rome (1979).
1979.
379. Édimbourg (1980), Munich (1980).
1980.
380. Dijon (1981), Apeldoorn (1982), Florence (1982).
1981-1982.
381. Berlin (1983), New Castle (1983).
1983.
382. Bruges (1984).
1984.
383. Strasbourg (1984), La Haye (1985), Venise (1985).
1984-1985.
384. Broadway (Grande-Bretagne) (1986), D'Oestrich (R.F.A.) (1986), Palma de Majorque (Espagne) (1987).
1986-1987.
385. Bruxelles (1987), Taormina (Sicile) (1988).
1987-1988.
386. Lyon (1988).
1988.
387. Londres (1989).
1989.
388. Fredensborg (Copenhague) (1990).
1990.
389. Munich (1990).
1990.
390. Villamoura (Algarve-Portugal) (1991).
1991.

391. Bruxelles (1992).
1992.
392. Pérouse (Italie) (1993).
1993.
393. Blois (1994).
1994.
394. Apeldoorn (1995).
1995.
395. Copenhague (1996).
1996.
396. Loughborough (UK) (1997).
1997.
397. Barcelone (1999).
1999.
398. Stavanger (Nederland) (2000).
2000
399. Zeebrugge (2001).
2001
400. Dossier concernant la sécurité de l'approvisionnement de la C.E.E. (Communauté économique européenne) en gaz naturel.
1979-1982. 1 liasse
401. Directives communautaires relatives notamment aux appareils utilisant le gaz, à l'étiquetage informatif de la consommation d'énergie, aux risques d'accidents, aux poids maximum des camions, aux nuisances acoustiques.
1974-1980. 1 liasse
402. Dossier concernant les activités de différentes commissions de liaison formées au sein de Marcogaz : commissions « eau chaude », « brûleur », « appareils de régulation et de contrôle », « appareils de cuisine » et « chaudière ».
1968-1978. 1 liasse
403. Dossier concernant la comparaison dressée par la Commission des Communautés européennes entre les différents régimes légaux de l'industrie du gaz naturel en Europe (1979) et les réunions d'experts gaziers nationaux réunis à l'initiative de la Commission (1979-1980).
1979-1980. 1 liasse
- 404-405. Dossier concernant la construction d'un marché intérieur européen du gaz naturel : position de la Figaz, réponse à des questionnaires dressés par la Commission européenne (DG XVII), contacts avec les autorités publiques belges pour des propositions de modifications à une directive européenne (dossier de Ferdinand de Lichervelde).
1996-1997. 2 liasses
404. août 1996-mars 1997.
405. avril-décembre 1997.
- 406-407. Dossier concernant la passation de marchés en Europe dans le secteur de l'énergie : projet de directive européenne, réactions de la Figaz, du Cometec-Gaz (Comité d'Études Économiques de l'Industrie du Gaz) et du gouvernement belge,

- étude de la question au sein d'un groupe de travail belge.
1989-1990. 2 liasses
406. juin-octobre 1989.
407. octobre 1989-juillet 1990.
- 408-409. Dossier concernant les activités du groupe de travail formé au sein d'Eurogas concernant l'environnement : contacts avec divers dont l'Unice et Marcogaz. 1991-1993. 2 liasses
408. Projet de directive européenne sur l'introduction d'une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone. décembre 1991-juillet 1993.
409. Examen de questions particulières : pollution de l'air, élaboration d'un code de conduite des sociétés gazières européennes en matière d'environnement, procédures de *list cost planning* dans le domaine gazier. 1991-1992.
410. Dossier concernant les activités du groupe de travail formé au sein d'Eurogas pour étudier les aspects économiques de l'industrie gazière (prévisions de consommation, usage du gaz en centrales), rapport de la DG17 de la Commission européenne sur les perspectives de la consommation d'énergie en Europe. 1992-1993. 1 liasse
411. Documentation sur la consommation d'énergie des pays affiliés à Eurogas collectée lors des congrès à Dresde en 1997 et à Bruxelles en 1998. 1997-1998. 1 liasse
412. Brochure publiée par Eurogas : *Le gaz naturel. Une énergie propre pour une Europe plus verte*, Bruxelles, s.d. [ca 1995] 4 pièces
On en conserve les versions française, anglaise, espagnole et allemande.

F. FONDATION ROI BAUDOUIN

413. Dossier concernant les contacts avec la Fondation Roi Baudouin dans le cadre de la création du Fonds gaz naturel pour la nature. 1996-1998. 1 liasse

G. I.B.N. (INSTITUT BELGE DE NORMALISATION)

414. Dossier concernant la représentation de la Figaz au conseil d'administration de l'I.B.N. (Institut Belge de Normalisation) a.s.b.l. : organigrammes de l'association, procès-verbaux du conseil d'administration et du comité de direction, affiliations, contacts avec le C.E.N. (Centre Européen de Normalisation), notes diverses concernant les missions de l'I.B.N. et la « sectorialisation » des travaux. 1990-1996. 1 liasse

X. FONDS DE FINANCEMENT DU GAZ NATUREL

En 1967, la Figaz accepta de coordonner la gestion d'un Fonds de Financement destiné à faciliter la conversion du réseau belge au gaz naturel. Elle versait aux

distributeurs de gaz un subside de 3.000 francs par compteur installé (porté à 4.000 francs en 1968). Cette somme représentait les débours relatifs à l'adaptation des appareils au gaz en usage chez les consommateurs. Les emprunts qui servaient à financer ces subsides furent contractés auprès d'institutions publiques de crédit et de banques privées. En quelques années, ils dépassèrent le chiffre cumulé de 8 milliards de francs. Ils furent remboursés par la Figaz au moyen de redevances qu'elle percevait auprès des entreprises de distribution. De cette façon, la conversion au gaz naturel de l'ensemble du réseau put être réalisée très rapidement tandis que son coût fut étalé sur 20 ans.

A. GÉNÉRALITÉS

415. Conventions réglant les rapports entre les différents intervenants dans le financement de la conversion du réseau de distribution de gaz (Figaz, S.N.C.I., C.G.E.R., banques, sociétés de distribution), avec avenants.
1967-1980. 1 liasse
- 416-417. Dossier concernant le calendrier de la conversion du réseau de distribution au gaz naturel et les prévisions d'achat de gaz naturel à Distrigaz : statistiques dressées par C.T.D.-Gaz (section de Figaz pour la coordination du transport et de la distribution).
1966-1986. 2 liasses
416. 1966-1971.
417. 1971-1986.
- 418-419. Dossier concernant l'alimentation du Fonds de Financement : conventions d'ouverture de crédit entre Figaz et ses banquiers (S.N.C.I. et C.G.E.R., consortium de banques privées), actes d'aval et de cautionnement signés par les sociétés de transport et de distribution de gaz qui garantissent solidairement avec la fédération la bonne fin de ces ouvertures de crédit.
1967-1977. 2 liasses
418. 1967-1973.
419. 1974-1977.
- 420-422. Dossier concernant les activités du Fonds de Financement « gaz naturel », relations à ce sujet avec la S.N.C.I.
1965-1975. 3 liasses
420. octobre 1965-avril 1967.
421. juin 1967-avril 1969.
422. juin 1969-décembre 1975.
- 423-424. Situations mensuelles de trésorerie du Fonds de Financement.
1967-1989. 2 liasses
423. 1967-1983.
424. 1985-1989.
425. Dossier concernant les emprunts contractés auprès de la S.N.C.I. et un crédit de pont obtenu de la C.G.E.R. et d'un consortium bancaire.
1972-1979. 1 liasse

B. INTERVENTIONS DE LA S.N.C.I. (SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE)

- 426-427. Correspondance avec la S.N.C.I. (Société Nationale de Crédit à l'Industrie) concernant la conclusion des emprunts, les prélèvements par la Figaz des sommes prêtées et les remboursements.
 1967-1984. 2 liasses
426. 1967-1974.
427. 1975-1984.
- 428-435. Dossiers concernant les différents emprunts accordés par la S.N.C.I. (Société Nationale de Crédit à l'Industrie).
 1967-1989. 8 liasses
428. Emprunt contracté en 1967 : tranche A de 130 millions à 7,5 % et terminée en 1972, tranche B de 54 millions à 7,35% terminée en 1986).
 1967-1989.
429. Emprunt contracté en 1968 (500 millions à 7,25%).
 1968-1984.
430. Emprunt contracté en 1968 (750 millions à 7%).
 1968-1969.
431. Emprunt contracté en 1970 (150 millions à 9%).
 1970.
432. Emprunt contracté en 1970 (350 millions à 9,25 %).
 1970-1984.
433. Emprunt de consolidation contracté en 1971 (400 millions à 8,6 %).
 1971-1984.
434. Emprunt contracté en 1973 (300 millions à 7,90 %).
 1973-1984.
435. Emprunt contracté en 1974 (250 millions à 10,25 %).
 1974-1975.
436. Dossier concernant un crédit ouvert par la S.N.C.I. ou Société Nationale de Crédit à l'Industrie (250 millions à trois mois à 9,25%).
 1969-1970. 1 liasse

C. INTERVENTIONS DE LA C.G.E.R. (CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE)

437. Dossier concernant l'emprunt accordé en 1968 par la C.G.E.R. (250 millions à 7 %, échéance 1973, et 250 millions à 7,25%, échéance 1988).
 1968-1984. 1 liasse
438. Dossier concernant l'emprunt accordé en 1968 par la C.G.E.R. (750 millions à 7 %, échéance 1988).
 1968-1984. 1 liasse
439. Dossier concernant l'ouverture de crédit accordée en 1974 par la C.G.E.R. (250 millions à 11,50 %, échéance 1979).
 1968-1984. 1 liasse

440. Dossier concernant le rejet, par la C.G.E.R., d'une demande d'emprunt de 650 millions en 1969.
1969-1973. 1 liasse
441. Dossier concernant l'emprunt accordé en 1973 par la C.G.E.R. (300 millions à 7,9 %).
1973-1984. 1 liasse

D. INTERVENTIONS DES BANQUES PRIVÉES

- 442-445. Dossier concernant un crédit de pont de 400 millions (réduit ensuite à 200 millions, à 100 millions puis porté à 600) mis à disposition de la Figaz par un consortium bancaire (Banque Lambert, Banque Degroof, Kredietbank, Banque de Bruxelles, Société Générale de Banque, Banque de Paris et des Pays-Bas Belgique, Banque Belge » pour l'Industrie) en 1972.
1972-1984. 4 liasses
442. 1972-1976.
443. 1976-1980.
444. 1980-1983.
445. 1982-1984.
- 446-447. Correspondance avec les banques (Banque Lambert, Banque Degroof, Kredietbank, Banque de Bruxelles, Société Générale de Banque) relative au Fonds de Financement de la conversion au gaz naturel.
1972-1987. 2 liasses
446. 1972-1980.
447. 1980-1987.

E. INTERVENTION DE DISTRIGAZ (SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DU GAZ)

448. Dossier concernant la détermination du coût réel moyen des emprunts contractés par Figaz pour le Fonds de Financement et les redevances versées par Distrigaz pour compensation de ces charges financières.
1972-1981. 1 liasse
449. Dossier concernant un crédit à très court terme accordé par Distrigaz en 1972.
1972. 1 liasse

F. CAUTIONNEMENT PAR LES SOCIÉTÉS DE DISTRIBUTION

450. Dossier concernant le point de vue d'Intermixt e.u.p. quant à la mission du Fonds de Financement et au contrôle qu'il entend exercer sur ses opérations.
1980-1981. 1 liasse
- 451-453. Dossier concernant les conventions d'aval et de cautionnement passées entre la Figaz et des sociétés gazières, intercommunales et communes qui garantissent solidairement la bonne fin des ouvertures de crédit pour la conversion des appareils et installations lors de l'arrivée du gaz naturel.
1967-1981. 3 liasses
451. Conventions 1 à 3 avec les intercommunales Asvergaz, I.G.A.O., Intergaz, Sobragaz.
[ca 1967-1981]

452. Conventions 4 à 22 avec les intercommunales Borgim, Denderlec, Hainautgaz, Idel, Imaga, Imogas, Inelgas, Intercom, Interdender, Interkempen, Interleie, Intermosane, Interroost, Interwaas, Intourgaz, Sibelgaz, Simogaz, Simogel, Soverlec.
[ca 1967-1971]
453. Conventions 23 à 38 avec les intercommunales ou sociétés A.I.D.G.E.N., A.L.G. s.c.r.l., Gaz de Namur, Imeloost, Imenwest, Interbrugse, Interdis, Interlux, Interwest, Pligas, W.V.E.M. et avec les communes de Forchies, Gand, Hoboken, Hemiksem et Saint-Gilles.
[ca 1967-1971]
454. Dossier concernant les conventions d'aval et cautionnement passées avec les communes de Gand et Saint-Gilles pour la garantie de bonne fin des ouvertures de crédit : correspondance relative au préfinancement.
1967-1971. 1 liasse
- 455-458. Dossier concernant les actes de cautionnement signés par les sociétés de distribution.
1967-1978. 4 liasses
455. Emprunt de 400 millions contracté en 1968 et en 1974 auprès des banques privées.
1967-1974.
456. Emprunts contractés en 1967 auprès des banques et de la S.N.C.I.
1967.
457. Crédit de pont octroyé en 1968 par les banques, emprunts contractés auprès de la S.N.C.I. et emprunts obligataires émis par la Figaz.
1968-1971.
458. Mise à jour des actes de cautionnement et d'aval pour les ouvertures de crédit consenties à la Figaz par la S.N.C.I.
1978.

G. EMPRUNTS OBLIGATAIRES ÉMIS PAR LA FIGAZ

L'emprunt comprenait 10 tranches au total.

459. Dossier concernant les relations avec les obligataires (investisseurs institutionnels).
1968-1982. 1 liasse
460. Dossier concernant la quatrième tranche d'un emprunt obligataire émis par la Figaz avec spécimens de certificats d'inscription nominative.
1969-1977. 1 liasse
Les documents relatifs à cette tranche émise en 1969 ont été conservés à titre d'échantillons : c'était la plus ancienne pour laquelle on possédait des renseignements.